Une association de branches à contrecœur
Le cas des Aciéries unies S.A.
André Bleicher

« ***Si l'on voulait reformuler la question kantienne,***
elle pût bien sonner aujourd'hui de la manière suivante :
« Comment ce qui est nouveau est-il donc principalement possible ? »
Theodor W . Adorno (1976, pp.109 et suiv.)

Dans cet essai[1], le tentative est entreprise de relier trois récits entre eux. On commente tout d'abord, en guise de point de départ, le fait concret d'une faillite du marché — le cas des *increasing returns* [profit de gamme, *ndt*] et de la dépendance qui en résulte des branches au sentier battu qu'elles empruntent. Ceci se réalise à l'appui historique et théorique de la littérature dont il est question. En partant de la constellation des problèmes, un concept de résolution supra-entrepreneuriale est présenté auquel est attribuée une compétence de résolution par certains sociologues et quelques chercheurs en science sociale anthroposophique. Dans un troisième pas, on soumet les deux récits à une vérification empirique, en recherchant dans quelle mesure ces deux situations affirmées de faillite du marché se laissent effectivement démontrer dans l'économie et pour savoir si une coordination associative ne serait pas en situation d'enrayer ces problèmes. Ceci se produit à l'appui du cas exemplaire des *Aciéries unies S.A.*

1. La fin de l'économie libre ? — la thèse de Schmalenbach

Le 31 mai 1928, le Nestor de la doctrine de gestion d'entreprise, Eugen Schmalenbach (1873-1955), donnait une conférence lors d'un congrès de gestionnaires d'entreprises à l'Université allemande de Vienne, qui fit dûment grand bruit : il défendit en effet la thèse qu'il y avait une logique inhérente à l'économie qui dût mener à une mise hors circuit de la concurrence et à la formation de cartels. Cette contrainte agit — selon Schmalenbach — objectivement et indépendamment, voire même contre la volonté déclarée des « dirigeants d'entreprises ». La théorie[2] de Schmalenbach fournit une amorce de clarification pour la réalité économique de son époque, à laquelle on ne peut pas attribuer le qualificatif de « rationnelle » : chômage élevé, capacités de production à l'arrêt et une syntonisation complètement insuffisante de la consommation et de la production, sont des signes d'alarme qui contredisent la coordination soi-disant efficiente du marché et les effets pronostiqués dérivés à partir du modèle d'équilibre général. Schmalenbach osa donc désigner des raisons pour cette faillite du marché, laquelle déboucha tout d'abord dans la crise économique mondiale et finalement dans le fascisme.[3] Schmalenbach constate dans l'économie une tendance générale vers l'augmentation des **frais fixes**. Les frais fixes sont des coûts qui échoient indépendamment de l'activité de chaque entreprise, donc de la production [*output* , en anglais dans le texte, *ndt*]. Schmalenbach argumente que dans des manufactures et dans le système de stockage, les coûts variables dominent. Des frais variables seraient donc une caractéristique de la production pré-industrielle (Schmalenbach, 1926), où le facteur de production essentiel est le travail et où des ouvriers, lors d'une demande en baisse peuvent être simplement mis en congés. On rencontrerait certes encore des entreprises avec une moindre part de frais fixes dans l'industrie des produits finis, avec un flux de production peu développé, dans l'industrie des matières premières nonobstant, les frais fixes prédominent et pareillement dans le secteur essentiel de l'énergie (usines de force motrice). Vient se rajouter à cela que dans l'industrie de produits finis aussi le flux de produits finis croissant relève les coût fixes. Schmalenbach écrit à ce sujet :

« L'orientation de la rationalisation prise depuis 1924, particulièrement en Allemagne, a commencé à avoir de fortes répercussions sur le relèvement des coûts fixes, alors que cette rationalisation était tout particulièrement activée par les ingénieurs. Comme nous le savons aujourd'hui, elle tendit excessivement à faire baisser les sa-

[1] Les thèses développées dans cet essai ont été présentées par l'auteur, pour la première fois lors d'un congrès de « l'Institut pour les questions sociales du présent » ayant pour thème « *Association ou cartel — Sur la voie d'une économie d'entente ?* (30.10 au 1.11.2015) à Francfort-sur-le-Main. Voir à ce propos le compte-rendu de ce congrès dans ***Sozialimpulse* 4**/2015. Les premières réflexions vers une jonction des trois récits furent développées pour une rencontre de travail des études socio-économiques d'accompagnement — auquel participèrent : Jean-Marc Decressonnière, Wibke Janowsjki, Wolfgang Rau et Heider Teetz, qui eut lieu à Kassel les 4 et 5 janvier 2014 avec pour thème : *Faillite du marché et association*.
[2] La meilleure présentation jusqu'à aujourd'hui de la thèse de Schmalenbach provient de Sönke Hundt (1977).
[3] C'est à peu près interprété ainsi par Günther Ortmann (2015, p.193).

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

laires [ce sont les coûts variables], sans qu'on prît suffisamment garde à l'occasion à la manière dont à cause d'une telle baisse dussent nécessairement résulter de nouveaux coûts fixes et que la proportion de ces deux sortes de coûts dût extraordinairement se déplacer à la charge des coûts fixes. »

Cette augmentation, Schmalenbach la caractérise comme une ***intensification de la nature d'entreprise***. Le choix de l'expression indique qu'il considère cette évolution pour ainsi dire comme naturellement donnée et la faillite du marché comme inéluctable. Comment se produit cette faillite du marché ?

La figure dominante du penser économique moderne c'est le principe marginal. C'est-à-dire le penser en très petites unités-limites, donc en profits-limites, revenus-limites, coûts-limites, et productivités-limites qui caractérisent les calculs des sujets économiques : une entrepreneur, placé devant la question de savoir si un élargissement de la production est sensé, placera les coûts supplémentaires — ce sont les coûts-limites — en face des revenus supplémentaires — et donc des recettes-limites et élargira la production précisément ensuite si ces derniers dépassent encore les premiers. Encore ? « Encore » parce que la théorie économique en usage se base sur l'hypothèse de revenus-limites en baisse, sur l'hypothèse que dans le sillage de l'élargissement de la production, la productivité-imite baisse et que s'élèvent conséquemment les coûts-limites — les coûts de l'unité produite prochainement en plus. Finalement la production de cette unité produite prochainement en plus, coûte plus q'elle ne rapporte et amoindrit en conséquence le revenu d'ensemble, c'est-à-dire que l'entrepreneur se voit avoir à faire, à partir de maintenant, à des revenus en baisse. Or il n'est pas prêt à s'accommoder de tels revenus en baisse ; il n'élargit donc pas la production. En même temps, le processus inversé se reflète du côté des consommateurs, ici des demandeurs : le profit-limite baisse avec la saturation croissante de la demande, qui en conséquence diminue. Un effet de couplage négatif est inhérent au commerce des sujets économiques qui stabilise le système commercial, cet effet pousse, pour ainsi dire, à un équilibre entre l'offre et la demande — au point de profit le plus efficient des ressources. Ainsi aujourd'hui le profit-limite d'une automobile supplémentaire a baissé pour de nombreux demandeurs, de sorte que leur demande a significativement reculé. Cela engendre une baisse du prix — avec le résultat que chez le producteur le point de recette diminuant pour des volumes de production antérieurs est atteint ; il limite par suite la production ou bien le plus faible producteur, l'offreur-limite, entre quant à lui en faillite.

Cela caractérise la manière de fonctionner du mécanisme du marché et ceci vaut, aussi longtemps que la conformité des lois concerne des revenus limites décroissants. Cela étant, l'économie moderne connaît des effets de couplage positifs qui se fondent justement, sur des revenus croissants au lieu de ceux décroissants, cités plus haut, qui génèrent au plan situatif des effets non souhaités et certes aussi bien pour l'économie que pour la théorie néoclassique !

Les exemples les plus proéminents de tels « *increasing returns* » sont des « profits de gammes », ces revenus croissants qui sont redevables à la loi de la production de masse et qui à côté d'effets d'apprentissage, reposent pour l'essentiel sur le fait que de gigantesques coût fixes, se répartissent sur un grand nombre de pièces et mènent à des coûts favorables à la pièce. Ce cours — du premier semestre du cours de gestion d'entreprise — s'intitule « *économies of scale [économies d'échelle]* » et il sert à illustrer l'intensification de l'efficience de la production. Eugen Schmalenbach a pensé jusqu'au bout ce cours ; son argument était exactement celui qui fait fureur aujourd'hui sous le tire « d'*increasing returns* », couplage positif et « *lock* ».

« l'économie moderne, avec ses coûts fixes élevés, est privée du remède de mettre en accord la production automatique d'avec la consommation et d'instaurer ainsi l'équilibre économique. [...] Le fait singulier concret surgit que certes, les machines sont pourvues de plus en plus de commandes automatiques et qu'ainsi on peut se passer de l'aide humaine ; mais la machinerie économique, dans son ensemble, la grande économie politique, en a perdu sa direction autonome » (voir Schmalenbach 1958, p.245).

Le remède dont il est question, signifie exactement l'effet de couplage négatif décrit plus haut, qui repose sur des revenus qui diminuent. À savoir que des sur-capacités et une demande s'effondrant, ne produisent pas, lors de coûts fixes élevés, l'effet connu et attendu — à savoir l'étranglement de la production — mais au contraire, l'effet paradoxal de son extension et certes cela à partir de deux raisons :

Premièrement, elles ajustent des coûts fixes élevés — ce sont des « *sunk costs* », à savoir des ressources déjà utilisées, qui grèvent constamment l'entrepreneur de coûts ! — tendanciellement le moyen d'étranglement de la pro-

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

duction (qui conduirait en effet à des coûts de pièce trop élevés et cela avec en même temps des prix qui baissent), et deuxièmement l'aspiration des revenus d'échelle entraînerait carrément les entrepreneurs à l'extension de la production, selon la devise : nous pouvons nous couper d'un plus gros morceau du gâteau — via l'exploitation de la « loi » de production de masse, donc via l'extension de la production et la baise du coût à la pièce —, quand bien même le gâteau se ratatinât tendanciellement. Le résultat d'un tel genre ruineux de concurrence, Schmalenbach l'a prédit (1934, p.93) :

« *La lutte concurrentielle s'accomplit habituellement de manière que l'exploitation fortement en dégression met en place des prix différentiés [des prix bas en particulier] et de cette façon cherchent à pénétrer la pâture des clients des concurrents ; mais ceux-ci font la même chose et finalement l'ensemble du niveau des prix est détruit. Dès lors toutes les entreprises travaillent à perte. » Au lieu de réagir par un retrait de la production, l'économie réagit avec plus de précision : des entrepreneurs selon des économies singulières, agissant tout à fait rationnellement de sorte qu'il déversent de l'huile sur le feu de la crise : ils étendent la production dans l'espoir d'increasing returns, et ils doivent même le faire carrément s'ils savent que, probablement aussi, les autres le feront — ils sont, pour citer le titre d'un ouvrage d'Oskar Maria Graf, « tous prisonniers ! »*[4]

Cela se laisse formuler aussi de cette manière : Des coûts fixes élevés bloquent un système de production, ici une branche entière, de sorte que l'issue correcte pour sortir de la crise s'en trouve verrouillée. Mais ce ne sont qu'un exemple pour ces *increasing returns* pour lesquels il vaut en général (Arthur 1990 , p.22) : « Quand un système a pris [...] une fois seulement un sentier déterminé, souvent il ne peut plus le quitter, même si d'autres issues de développement dussent se révéler plus avantageuses lors d'un coup d'œil rétrospectif. »

Marshall, Kaldor, Myrdal, Schumpeter, Hicks, [économistes, *ndt*] néo-classiques et critiques des néo-classiques — ils forment un Panthéon de prix Nobel et d'immortels qui tous ont bien vu le phénomène des revenus de gamme dans touts ses répercussions contraires à leur théorie — pour ensuite ne pas s'y opposer. Les raisons pour cela reposent chez Hicks (1946, p.84), dans une claire conscience que « la rupture menaçante d'en grande partie de la théorie économique l'emporterait tout entière avec elle » et ces raisons sont parfaitement disposées d'une manière analogue chez Schumpeter (1954), pour qui — avec de caducs *increasing returns* — l'existence d'un équilibre nettement déterminé [...] est naturellement de la plus grande importance, même ensuite si l'on doit en apporter la preuve aux prix de fortes mesures de restriction ; sans la possibilité de prouver l'existence d'un équilibre nettement déterminé [...], la totalité des phénomènes devient en réalité un chaos qui échappe au contrôle analytique. » Que l'on remarque ici que l'argumentation, au fond à deux reprises, suit la logique d'un ivrogne, qui, cherchant à rentrer chez lui de nuit mais, ayant perdu la clef de la porte de sa maison sur le trottoir gauche de la rue, se met à la rechercher sur le trottoir droit parce que celui-ci est éclairé. C'est déjà remarquable qu'aucun aspect idéologique pour le moins n'indique de manière aussi évidente qu'avec l'immeuble très solide de la théorie économique, les raisons fondamentales d'une légitimation de la vie économique de l'économie de marché en sont aussi ébranlées, qui reposent en effet dans une haute mesure sur l'efficience qu'on lui attribue et soutiennent le système immunitaire qui lui est inhérent, lequel flanche à présent aussi ignominieusement dans le cas des *increasing returns*.

Est-ce que la tendance croissante des revenus de gamme se laisse déclarer aussi pour tous les secteurs de l'économie politique — outre celui de l'industrie des matières premières — ? Arthur (1990) écrit : « [...] les parties d'une économie politique dépendantes de l'état du savoir technique visent à des recettes croissantes. Ordinateurs, médicaments, fusées, avions, automobiles, logiciels, équipements de télécommunication et optiques électroniques résultent de processus complexes de recherche, développement et fabrication. Ils exigent des investissements élevés [...], pourtant, une fois sur le marché, l'extension de la capacité de leur fabrication est relativement bon marché. »

Cette évaluation devrait être de quelque manière pertinente — si l'on considère les surcapacités de ces branches. Des processus de concentration sont à l'ordre du jour dans ces branches et conduisent en outre à ce que le processus du marché est livré à un danger perpétuel de ce que Schmalenbach (1928) désignait comme une contrainte de cartellisation. C'est pourquoi Schmalenbach ne voyait pas le cartel comme fondamentalement mauvais, il reconnaissait toutefois qu'il ne résolvait pas le problème de l'extension de production — et avec cela de l'accroissement de capacité —. Que faut-il donc faire ? (Schmalenbach (1928, p.248) évitait ce problème et parlait d'une « économie assujettie », dans laquelle l'État légitimerait et surveillerait le monopole. Autrement il compte sur l'auto-organisation de l'économie.

[4] Sönke Hundt (1983) a démontré la pertinence de cette idée à l'exemple de l'industrie de l'acier.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

La théorie de Schmalenbach rencontra bien entendu une certaine résonance, pourtant elle fut largement refusée (Köster, 2009). Tout particulièrement les économistes assermentés au libéralisme pouvaient commencer peu de chose avec l' argumentation de Schmalenbach. Ainsi Ludwig von Mises — une figure marquante de « l'école autrichienne » — conteste l'accroissement des coût fixes puisque, — dès que leur productivité limite baisse — la productivité limite du travail devrait augmenter.[5] Mais Mises se tourne pourtant avant tout contre une cartellisation de l'économie parce qu'elle devrait nécessairement contredire fondamentalement sa compréhension de l'économie. La thèse de Schmalenbach trouva un écho plus large chez les économistes socialistes.[6] Rudolf Hilferding construit aussi le parcours d'argumentation de Schmalenbach à l'intérieur de son concept de capitalisme organisé (Hilferding 1973, p.6), dans lequel le « principe capitaliste de libre concurrence » devrait être remplacé par le « principe socialiste planificateur de la production ». Alfred Sohn-Rethel (1973, p.144) se saisit aussi de l'argument de Schmalenbach et l'utilise comme pierre de construction centrale de sa théorie du fascisme économique : « Étant donné que la révolution socialiste [...] défaillit, il n'exista pas d'autre alternative que la production capitaliste indépendante du marché, à savoir de continuer à mener une production de produits qui ne sont plus aux prix courants du marché selon de pures nécessités d'économie d'entreprises. C'est la définition économique du fascisme. »

Karl Polanyi (2001, pp.106 et suiv.) argumente autrement en soumettant Schmalenbach à une critique incisive du fait qu'il interprète que dans la mesure où des « gros capitaux [qui ont été placés] fixés dans des moyens de production de longue durée, ce par quoi en même temps une prépondérance des coûts fixes apparaît », le calcul, d'une période de demande de durée analogue, « devrait, au fond, être envisagée en correspondance ». Le producteur aurait donc besoin de ce laps de temps — sous peine de son naufrage — pour garantir l'amortissement du capital, sinon « des capitaux énormes — des biens réels : machines, constructions, équipements » seraient anéantis . Il importe donc dans l'économie, à la place d'une demande chancelante, d'amener une configuration de la demande sur un plus long laps de temps. Polanyi pose il est vrai son doigt là où cela fait mal dans les blessures de l'édifice du penser de Schmalenbach, car il critique par dessus le marché le fait que Schmalenbach ait omis de préciser ce qu'il pût donc bien avoir eu en tête quand il parlait « d'économie assujettie » au véritable sens du terme. Car aussi correct que puisse être l'argument de Schmalenbach, dans le contexte de la gestion d'entreprise — et donc d'économie individuelle d'une entreprise — il ne peut pas déployer sa vraie force.[7] Celle-ci ne se manifeste d'abord que si le contexte de gestion d'entreprise individuelle est abandonné et qu'on adopte un point de vue de gestion supra-entrepreneuriale.

Sohn-Rethel reprend l'argument de Schmalenbach et l'utilise dans le cas des *Aciéries unies S.A.*. Selon Sohn-Rethel, Schmalenbach a mené son discernement jusqu'en ses ultimes conséquences et rédigé un mémoire en vue de la rationalisation de « Union de l'acier ». Sur laquelle Sohn-Rethel (1973, p.48) rapporte la chose suivante : « Les installations de production des grandes entreprises modernes seraient-elle des structures planifiées et rationalisées à fond, elles auraient des répercussions seulement en déployant leur rationalité pour le bonheur de la société que si elles existaient dans une économie planifiée dans son d'ensemble. Elles seraient si incompatibles à l'anarchie de l'économie privée et de marché que dans ce cadre, la rationalité de la production devrait s'inverser dans l'irrationalité de la société. Cette argumentation manifestement anti-capitaliste déclencha l'indignation des milieux industriels, en effet, voire même carrément l'épouvante, eu égard à la tension menaçante entre les classes. Le ministre de l'économie du *Reich*, Dietrich, dans le cabinet Brüning, fût donc incité à supprimer le mémorandum de Schmalenbach et à le mettre au pilon. »

Il est cependant douteux que ce mémorandum de Schmalenbach eût principalement existé. Sönke Hundt (1977, pp.92 et suiv. est parti de l'existence du mémorandum et il a donc prié les élèves de Schmalenbach de lui apporter des éclaircissements. Le cas a pris alors une forme telle que d'éventuelles déclarations orales de Schmalenbach seraient parvenues à Sohn-Rethel, lequel les eût ensuite « condensées » dans un mémorandum. Nonobs-

[5] Mises argumente donc selon le modèle platonique, tandis qu'il s'en remet aux connaissances de l'école autrichienne de l'utilité/profit limite et part du caractère substitutif du capital et du travail. Il fait disparaître progressivement la réalité souveraine décrite par l'analyste professionnel du bilan, Schmalenbach. Celui-ci sait sur ces entrefaites qu'aucun entrepreneur — et que le travail soit-il encore si favorablement disponible sur le marché de l'emploi — ne choisit de bon gré une dotation inférieure de capital.

[6] Schmalenbach avait parlé dans se conférence du grand socialiste Marx et évoqué sur un ton nuancé d'ironie la cartellisation inéluctable de l'industrie comme accomplissement des prédiction de celui-ci.

[7] C'est en cela que devrait reposer la raison profonde pour laquelle l'évaluation de Schmalenbach, quoiqu'il fut un maître dirigeant de la gestion d'entreprise de son époque, fut à peine reçue au plan de cette dernière.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

tant cela, les *Aciéries unies S.A.* ont été traitées chez Sohn-Rethel (1973, p.51) de manière exemplaire, comme un modèle pour expliquer la faillite de l'économie de marché ; il en vient à conclure que seul l'État peut indiquer une sortie de ce dilemme, en acceptant la contrainte de production de ces industries et en leur procurant des commandes — or ceci a effectivement eu lieu, selon lui, dans le fascisme allemand.

Il est pourtant intéressant d'explorer le cas des *Aciéries unies* à la lumière de la thèse de Schmalenbach, bien entendu non pas dans l'esprit de Sohn-Rethel, à l'instar d'un exemple d'économie fasciste — mais au contraire plutôt pour vérifier dans l'esprit de Polanyi, quelles formes « d'économie assujettie » se sont développées, au-delà d'une fonction de direction de l'État, dans le cas des *Aciéries unies*. Pour cela, on a besoin cependant d'abord d'une idée d'organisation autonome d'un ensemble de l'économie. Or une telle idée existe — quand bien même elle n'est pas très connue — : sous la forme de l'association économique.

2. « Seule la lance qui causa la blessure peut la refermer »[8] — l'association comme forme de coordination économique

Avec cette citation de Wagner, Günther Ortmann (2003, p.259) ironisait — doux-amer — sur les argumentations du sociologue de l'organisation, Klaus Türk, passant en revue la paire conceptuelle organisation & association et ceci — à l'affliction ressentie par le théoricien de l'organisation Ortmann — car Türk comprend avant toute chose l'organisation comme une institution de la formation de société capitaliste, laquelle devait inéluctablement produire de nouvelles démarcations et une exploitation économique ou selon le cas politique (Türk 1997, p.172). Selon Türk, des organisations manifestent toujours une orientation extroverse qui est censée servir l'exploitation, la soumission ou le contrôle d'un tiers. Une entreprise [*Unternehmung*], selon Klaus Türk (1995, p.120), n'est pas une association avec l'objectif de produire des biens nécessaires en commun, mais au contraire, « un mécanisme social [...] pour la jouissance, le cas échéant, l'exploitation, de la force de travail d'un tiers pour un objectif étranger à celui-ci. » Même un syndicat n'est pas une association de travailleurs pour le règlement de problèmes communs, mais au contraire une organisation pour imposer des intérêts vis-à-vis d'un tiers. Ainsi des organisations se distinguent-elles constitutivement, selon Türk, entre diverses catégories ou selon le cas divers rôles (internes/externes) : ainsi entre propriétaire et personnel, entre personnel et public et entre membres et clients ; elles sont dirigées « constamment contre des tiers », lesquels peuvent être partiellement ou totalement exclus et, avec cela, réduits à des objets. C'est bien pourquoi Klaus Türk (1997, p.172), fait précéder son argumentation d'une citation de Walter Benjamin (1980, p.220), selon laquelle l'organisation serait véritablement le médium, dans lequel se déroule la chosification [ou réification, *ndt*] des relations humaines. Toutefois, Benjamin utilise dialectiquement cette connaissance et poursuit : « [...] La seule et unique chose, du reste, dans laquelle elle pourrait être surmontée [...]. » Une ultime tournure que Ortmann allègue contre Türk en soulevant là-dessus le fait que la sortie de la forme dominante de l'organisation requerrait à son tour — peu importe sous quelle forme elle fût arrangée — une forme d'organisation.

Türk, à l'encontre de cela devait faire valoir l'association comme une solution au problème du pouvoir. Türk (1995, p.118) comprend une association comme une forme qui ne présente aucun instrument de domination, mais est censée garantir une forme de vie coopérative autonome. Türk voit dans l'association une forme de mise en communauté[9] d'acteurs associatifs qui repose sur l'égalité et l'autodétermination. Les relations de l'association ne sont essentiellement pas des relations de pouvoir fonctionnant verticalement, qui constituent un haut et un bas, au contraire, ce sont bien plus des rapports de coordinations horizontales : quelque chose comme de libres « unions » médiévales, qui devinrent ensuite des ligues : guildes, confréries, unions fraternelles et confédérations (par exemple, confédération de paix locale). Ces communautés médiévales n'étaient pas seulement une union avec un objectif économique (donc une organisation), mais une union vitale poly-fonctionnelle, dans la-

[8] C'est ce que dit Parsifal, dans le drame *Parsifal* de Wagner, tandis qu'il touche la blessure d'Amfortas de la lance sacrée et la guérit ainsi de cette lance-là par laquelle Klingsor causa cette blessure au gardien du Graal Amfortas.

[9] Les concepts de ***Vergemeinschaftung*** ou ***vergesellschaftung*** [mise en communauté ou mise en socialisation, *ndt*] sont ici utilisés au sens de Max Weber (1980, p.21). Un agir en communauté, Weber le comprend comme un agir, qui est référé sensément et subjectivement au comportement d'autres êtres humains ou le cas échéant, qui est orienté sensément sur des attentes d'un comportement déterminé de la part des autres êtres humains. Un agir mis en socialisation, par contre, Weber le comprend comme un agir qui est sensément orienté sur des attentes, lesquelles sont nourries sur la base d'existence d'ordonnancements, dont l'observance est purement rationnelle à un dessein, qui est réalisé en considération de l'action attendue de ceux qui sont dans la mise en socialisation, à l'occasion de quoi Weber ajoute en restreignant que l'orientation sensément à de tels ordonnancements statutaires doit se produire subjectivement en étant rationnelle au dessein. Pour plus de détails à ce sujet, voir Lichtblau (2000).

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

quelle se mêlaient des intérêts privés et publics. Dans le sillage de la différenciation fonctionnelle des temps modernes, ces formes de mise en communauté associative devinrent de plus en plus des organisations, qui — devenues partisanes de corps de métier — et en exigeant le maintien des privilèges se mutèrent en instruments de domination. Klaus Türk (1955, p.118) expose que dans la langue médiévale, une multitude de caractérisations existaient pour ces associations qui remplissaient de vie ces formes de mise en communauté : les corporations ou syndicats comme union de ceux qui « *ouvraient* [en patois picard, à savoir « travaillaient ou mieux : « œuvraient » »*ndt*] ensemble » — le plus souvent dans les mines. — La communauté comme expression de ceux qui, sous la forme des *biens communaux*, avaient quelque chose « en commun » — par exemple, un bois ou une prairie. Ou bien la compagnie, comme forme de ceux qui mettaient en commun quelque chose, peut-être même leur pain (*cum pane*) pour un voyage de commerce ensemble. Et finalement la société, dans laquelle s'associaient des compagnons de même état. Max Weber (1988, p.314) reprend implicitement ces associations lorsque dans sa thèse, il décrit la *Societas* romaine pour l'essentiel sous une forme constituant une relation interne et portant donc un caractère associatif, alors qu'il comprend — à la différence de cela — la société de commerce ouverte du Moyen-Âge finissant comme une organisation, qui avant tout agit de manière extroverse et qui est comprise comme un sujet de droit ou personne juridique contre un tiers.

Outre la paire de concepts ***organisation & association*** — il faut en prendre en compte une autre — lors de la détermination de l'association — celle de ***corporation & association***. Christoph Strawe (1987) a appréhendé cette paire conceptuelle et octroyé des contours conceptuels à l'exemple de la confrontation entre des positions associatives-libérales et conservatrices-étatiques dans la seconde moitié du 18ème siècle et première moitié du 19ème . Par exemple pour Denis Diderot, comme aussi pour Adam Smith, la corporation servit à l'instar d'un concept de lutte pour polémiquer contre l'esprit arriéré et l'absence de liberté des corps de métier, ainsi se référaient-ils inversement aux romantiques traditionalistes et politiques, comme Julius Stahl ou bien Adam Müller, pour appréhender la paire opposée à l'association de parti, étant donné que celle-ci, autrement que pour la corporation, ne représentait aucun empiètement sur l'union de vie, mais ne fédérait que des intérêts particuliers. Sur cette opposition tranchante — Friedrich Müller (1965), a disserté en détail dans sa thèse de juriste — entre « association » en tant que forme libérale de liberté de réunion (liberté d'association) vis-à-vis de la « corporation » comme union contraignante des états ; Maw Weber (1980, pp.339 et suiv.) la reprend aussi et s'il distingue entre contrat statutaire et contrat d'objectif, à l'occasion de quoi, ce caractère-là de corporatif, renvoie pourtant à celui d'associatif. Il apparaît pourtant problématique pour cette paire de concepts, aussi bien la corporation que l'association connaissent de ce fait une restriction causée par l'intention de les utiliser à l'instar de concepts de lutte. Car cette distinction n'est pas pertinente — comme celle vue à la lumière du concept associatif de Türk — pas même une seule fois dans l'histoire des idées. Otto von Gierke montre en outre qu'historiquement, les éléments associatif et corporatif se mélangent de manière permanente. C'est seulement avec l'apparition de l' État absolu que l'association est interprétée comme un instrument d'émancipation de la société bourgeoise contre l'état absolutiste. Aussi positive que puisse apparaître l'association — en démarcation de la corporation pré-moderne — dans ce contexte, aussi dangereux s'avère cette restriction entre temps. Otto von Gierke (1954) a le bon droit d'avoir attiré l'attention dans la théorie de coopérative sur le caractère dominateur de ce processus. À savoir que cette association devint peu à peu une « organisation », lorsqu'elle se tourna contre un tiers et que cela seulement pour emporter de haute lutte des droits contre les formes sociales pré-modernes. Une conséquence de cette évolution, en attendant, c'est que le caractère originel d'association s'est perdu progressivement et au lieu de cela, au 19ème siècle, l'organisation a usurpé la forme associative : « La forme de l'organisation [...] s'impose au tournant du 20ème siècle définitivement comme une image directrice du social. [...] Des tendances de stabilisation autoritaire avec des tentatives d'émancipation politique s'allient ici à un dispositif, dont le noyau est fortement coloré socialement-technocratique pour devenir à la suite du temps une forme de pratique hégémonique » (Voir Türk, Lemke, Bruch 202, p.189).

Une troisième racine du concept d'association s'enfonce chez les premiers socialistes (Strawe 1987, pp.39 et suiv.). Le concept d'association y est progressivement employé — association comme un surmontement de l'antagonisme de concurrence totale. Les premiers socialistes utopiques — Saint-Simon (1760-1825), Fourier (1772-1837) et Owen (1771-1858) — emploient l'idée d'association sous une forme décidée : Saint-Simon propose, en se fondant sur la réconciliation des porteurs de la science, la répartition du travail et la technique industrielle, dans une association, qui relie harmonieusement tous les êtres humains à la place de la libre concurrence. Fourrier aspire à la fondation d'une grande association productive, dans laquelle la production directement — par mise hors circuit du commerce que fourrier considérait comme improductif — concerne les besoins et ainsi les intérêts opposés sont rassemblés dans une organisation. Owen propose, dans son amorce de réforme sociale, une « réforme de la société par l'aide autonome des travailleurs ». Le noyau de la réforme c'est l'exigence de rendre possible à ceux qui travaillent une prise sur le revenu total du travail, au sens de la doctrine de la valeur travail de Ridardo. L'idée de fond chez Owen, c'est une production associative, pour préciser une alliance de la production et de la

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

consommation. Celle-ci s'exprime aussi dans le projet de statut, inspiré d'Owen, d'une « association de toutes les classes et nations », dans laquelle est propagée l'union de tous les producteurs et consommateurs.

Ces remarques préalables doivent avoir suffisamment illustré que le concept d'association de Rudolf Steiner peut ne pas être compris seulement comme une concept d'association totalement créé de neuf : il utilise le terme « d'association » sans référence historique. Bien entendu, il prend au sérieux la différence fonctionnelle de ses amorces sociétales et réfère exclusivement le concept d'association aux formulations des problème économiques, ceci, par contre, avec une extraordinaire conséquence. Ainsi l'économie politique, comme une totalité au centre des associations de Steiner et pas seulement des groupes d'intérêts, de sorte qu'au lieu d'avoir un caractère de mise en communauté, l'association adopte plutôt un caractère de mise en socialisation. Un autre point de vue est à souligner à cet endroit. Dès la première phrase de la préface des *Points essentiels de la question sociale* (Steiner, 1976), Steiner se démarque déjà vis-à-vis de toutes les tentatives utopiques de détermination du modèle social. Au lieu de cela, les formes sociales doivent être développées à partir de la réalité. Des utopies signifient par contre que des idées idéelles illusoires, qui n'ont aucunes références aux faits concrets, parce qu'elles n'offrent aucune amorce pour se rattacher à ce qui est donné par la société et pour décrire un objectif auquel le chemin ne peut conduire. Pour Steiner, une utopie c'est exactement le sens du terme d'un « non-lieu », à savoir qu'elle n'a aucun lieu auquel elle puisse être réalisée. On doit donc concrétiser d'abord à partir de quelle réalité sociale le concept steinérien d'association est déterminé. La réponse tombe facilement : son concept d'association repose dans la conformité aux lois de l'ensemble de la répartition/division du travail. Dans ce qui va suivre on va explorer le concept d'association de Steiner à l'appui de deux détails bidimensionnels :[10]

1) Association verticale entre fonctions de production, commerce et consommation :

Une association économique de l'économie dans son ensemble, est orientée de manière primaire d'après les conditions qui sont reliées à la fabrication de la production et à la consommation de la production. Sont à désigner de manière primaires les fonctions de production, commerce et consommation. Cette articulation plus vaste, englobe les autres articulations qui se restreignent à leurs contextes concrets à d'autres tâches particulières.

Cette association verticale englobe toutes les fonctions de l'organisme d'économie politique (Steiner 2002), la production comme mouvement de formation de valeur, le commerce comme, d'une part, continuation du mouvement de formation de valeur et, d'autre part, comme tension formatrice de valeur ainsi que la consommation comme consommation de valeur. L'association verticale est celle des structures coagulées de l'organisme d'économie politique. L'association verticale unit en elle l'opposé des intérêts des consommateurs regroupés et pareillement des intérêts de productions dans leur ensemble, qui trouvent dans la fonction commerciale le lieu de leur rencontre. Pour réaliser cette réunion des trois fonctions, Steiner a exposé divers propositions. Une fois, il se réfère aux coopératives de consommation et de production déjà existantes qui se complètent les unes les autres sur la base du groupement de leur situations d'intérêts polaires à chaque fois (Steiner 1983, p.182). Une autre fois, il la caractérise en rattachant la même fonction à celle de la fonction de conseil, ce qui signifie de nouveau une association de producteurs-consommateurs.

La tâche essentielle de cette association représente la syntonisation des besoins des consommateurs d'avec les possibilités de la production (Steiner 1977, p.56)[11]. Il s'ensuit forcément que Steiner refuse une planification anarchique des besoins et table sur une forme associative de la coordination économique. Le consommateur devrait pouvoir articuler ses besoins, à savoir, il devrait être placé de manière telle qu'il puisse exercer bien plus que la seule ratification des prix. Steiner (1997, p.112) pense en cela à la constatation des besoins et la transmission des mêmes par des agents. Ainsi transmis, ces besoins rencontrent les possibilités de la production, lesquelles deviennent actives sur la base des souhaits transmis par la sphère des consommateurs : l'association,

[10] Une présentation complète de l'association n'est à cet endroit ni nécessaire — étant donné va servir ici seulement de cadre de référence pour le cas empirique des *Aciéries unies* et par conséquent les conformités aux lois de l'association de branches doivent se trouver au premier plan —, ni possible, puisque un exposé détaillé devrait dépasser les limites de cet essai.

[11] « Que l'on puisse aménager la production selon les besoins existants, le marché ne le fera pas, qui structure fortuitement le tout de manière anarchique ; au contraire, cela ne peut seulement arriver que si des institutions sont présentes, par lesquelles les êtres humains étudient réellement les besoins et règlent production d'après ceux-ci » (voir Steiner 1977, p.56).

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

chez Steiner, signifie toujours une économie couvrant des besoins. On produit d'abord pour un besoin manifestement déterminé et non pas à partir du simple soupçon d'un tel besoin.[12]

Au plan conjoncturel, qu'elles soit conditionnées de manière saisonnière ou d'un autre côté — étant donné en effet que les besoins changent au cours du temps — des variations du prix sont possibles au sein de cette association producteurs-consommateurs : celles-ci servent d'indicateur signalant la pression d'ajustement. L'ajustement lui-même n'est nonobstant plus réalisé par le marché, mais par des articulations associatives. Il est superflu de remarquer qu'en raison d'une structure de production changeante, se déclenchent aussi des processus d'ajustement (Steiner 1977, p.58). Selon une telle façon de procéder — brièvement indiquée ici — pour Steiner, une planification hiérarchique du processus économique n'importe pas, laquelle doit mener autant à une standardisation qu'à une mise en tutelle de la sphère des consommateurs et de celle des producteurs, mais au contraire, c'est selon un suivi conscient d'accompagnement de l'événementiel du marché : sur l'analyse et la correction duquel on réagit. Outre les prix, comme indicateurs, viennent aussi en considération dans les associations verticales les quantités et les qualités, en tant que contenus de transmission. Cela vaut de façon analogue pour la fonction des prix : des variations de quantités et de qualités sont un indicateur d'une structure de besoin et de production modifiée et engendrent une pression d'ajustement.

2) Association de branches parmi les producteurs, commerçants et consommateurs par les conseils de gestion [d'entreprises], conseils de circulation [des biens] et conseils économiques [de la consommation].

Alors que l'articulation verticale de l'association forme le processus d'économie politique, des fonctions à chaque fois associées à un stade spécifique du processus économique, se déroulent dans les relations horizontales. Dans le modèle des conseils, Steiner distingue les conseils de gestion [*Betriebsräte*] pour la corporation des branches de producteurs ; les conseils de circulation pour la corporation des branche de commerçants et les conseils économiques pour la réunion des intérêts des consommateurs (Steiner 1989, p.144)[13]. À l'occasion diverses fonctions supra-entrepreneuriales et intra-entrepreneuriales conviennent aux corporations horizontales. Tout d'abord le conseil d'entreprise est à comprendre comme une direction de celle-ci et non pas seulement comme un conseil conseillant simplement les entrepreneurs.[14] Il se constitue à partir de tous les groupes de l'ensemble des employés de l'entreprise. Il est caractéristique qu'ici le caractère associatif, travaillé à fond plus haut, doit être maintenu jusqu'au bout ; une logique de pouvoir, au sens d'une fonction patronale intérieure à la gestion de l'entreprise n'existe donc pas.[15]

La fonction supra-entrepreneuriale de la corporation horizontale s'appuie sur la réunion des conseils d'entreprise isolés d'une branche vers une fonction communautaire des conseils, dans le commerce vers une même communauté respective de ces conseils de circulation. Les deux seront constitués — selon l'idée — comme une assemblée plénière de toutes les branches, formant de nouveau un conseil central (Steiner 1989, p.89). La nécessité de cette concentration organisationnelle reprise dans les exigences d'une coordination associative, qui — comme cela était clair dans l'association verticale — vise à une syntonisation : c'est pourquoi ce n'est pas une seule entreprise isolée, selon le cas une seule branche isolée, qui est à articuler, mais au contraire tout le domaine économique : « Une communauté de conseils d'entreprise sur un domaine économique fermé, doit former un tout » (voir Steiner 1989, p.91). Quelles fonctions reviennent aux articulations entre branches et à la gestion supra-entrepreneuriales ?

---

[12] Cela ressort implicitement de l'idée de Steiner (1983, pp.180 et suiv.) vers une transformation du marché en une association : à un autre endroit il formule qu'on devrait produire pour consommer et non pas pour profiter (Steiner 1989, p.14).

[13] On y trouve la description suivante : « À partir de ces trois conseils il résultera que les conseils de gestion d'entreprise auront plutôt à faire avec la production, les conseils de circulation plutôt avec la circulation des biens/[marchandises, *ndt*] et les conseils économiques plutôt ave la confédération de la consommation au sens le plus vaste du terme. »

[14] La formulation concrète : « Les conseils d'entreprise sont pensée comme de réels directeurs de l'entreprise. Un réel conseil d'entreprise aurait […] comme les actuels entrepreneur […] ont sus eux un conseil de gestion et pareillement des personnes provenant du milieu de ses employés […] et des ouvriers […]. On dit justement et foncièrement être au clair sur ce sujet que le conseil d'entreprise […] sera le directeur réel d'une entreprise, de sorte que tut l'ensemble du patronat, dans le sens actuel du terme, disparaît à côté de ce conseil d'entreprise' (Voir Steiner 1989, p.222).

[15] Dans la teneur de la formule correspondante de Steiner (voir Steiner 1989, p.113): « Le concept de l'employeur [à savoir, « patron » en français désillusionné…, *ndt*] , celui-là doit en vérité, en tant que tel, disparaître lors d'une socialisation réelle. »

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Une branche — conçue comme une pluralité de degrés de création de valeur identique — représente , selon la compréhension de l'actuelle économie de marché le rempart [la « crèche » est aussi possible, *ndt*] de la concurrence, ce qui offre des productions identiques ou analogues, lesquelles entrent en concurrence autour de la pâture offerte aux clients des autres qui sont en concurrence. Une économie associative — comme une forme autogérée de l'économie dont les résultats d'amodiation ne sont pas du ressort du secteur public — est nécessairement contrainte à éviter des effets extérieurs (concurrence, chômage) ou selon le cas, de les limiter autant que possible, puisqu'elle ne peut pas externaliser les coûts de ces effets, mais ceux-ci retombent, directement ou indirectement, sur les sujets de l'économie, les associations. D'où le fait que l'association de gestion supra-entrepreneuriale des branches porte la responsabilité pour le capital et les emplois de sa branche. Une concurrence ruineuse des concurrents force au devoir, de relevance associative, de faire face à l'amortissement du capital et aux coûts du chômage. Ce sont ici des exigences placées à la charge de ce qui se passe entre la coordination entre les gestions entrepreneuriales. Il ne s'ensuit pas que la concurrence à l'intérieur de la branche ne soit pas souhaitée — il est possible, bien entendu, — comme déjà dans l'association verticale, à l'instar d'indicateur de fonction — de faire connaître l'innovation couronnée de succès des produits et des processus et de forcer à la réflexion et à un examen attentif et pondéré des conséquences économiques qui en résultent. Le droit revient aussi à la corporation des branches, sur la base de cette responsabilité, d'exercer l'autorisation de délégation eu égard à l'utilisation du capital, ce par quoi le conseil d'entreprise des entreprises individuelles en reçoit aussi un droit de coopération à cette utilisation. (Steiner 1989, p.184).

La dialectique de la blessure et de la lance, qui l'a provoquée puis la guérit, citée au début, à la lumière du concept d'association de Steiner peut être foncièrement interprétée autrement aussi — à savoir de telle sorte que pour l'organisation transformée en association on réfléchit à fond sur son noyau associatif — la division/répartition du travail — elle est donc débarrassée de ses incrustations capitalistes. Ceci signifie bien entendu que l'association doit être comprise comme un élément de mise en socialisation [*Vergesellschaftungsinstrument*] et ne doit pas être autorisée à rester sur le degré de la mise en communauté [*Vergemeinschaftung*].

Ceci doit être plus précisément accentué : l'organisation et le marché formulent, comme formes centrales de coordination de l'époque moderne — et cela crée leur attractivité vis-à-vis de toutes les formes sociales pré-modernes — une promesse d'inclusion (quelque peu le droit formel de participer), qui inclut tous les acteurs. Pour cette inclusion combattent, depuis le milieu du siècle derniers, tous les sous-privilégiés [souvent des laissés-pour-compte, *ndt*] qui veulent tous participer et ne veulent pas se libérer, par exemple, des impératifs du système. Cette inclusion représente une nécessité au plan social, car celui qui ne participe pas de fait, devient socialement, économiquement et idéologiquement un marginal. Maintenant, cette promesse d'inclusion n'est pas tenue ; au lieu de cela nous rencontrons des processus d'exclusion (chômage) ou selon le cas des inclusions inégales (circonstances précaires du travail). L'organisation capitaliste promet donc l'inclusion par une réelle exclusion.[16] L'association, par contre — comme forme de mise en communauté, qui ne connaît plus de rapport extérieur, ni de tiers — formule une promesse d'inclusion non seulement d'une manière formelle, mais pense une inclusion réelle.

Il vaut à présent de rechercher si une telle promesse d'inclusion peut être effectivement tenue dans le réel.

3. Le cas d'exemple des *Aciéries unies S.A.*

En 1931, Eric Reger publia un roman-clef, *Union der festen Hand [Union de la [poignée de,* ndt*] main ferme]*, qui est resté jusqu'à aujourd'hui un des quelques grands romans germanophones d'industrie. En partant d'un travail de longues années au service de presse de la *Fredrich Krupp AG*, il y met à nu, sur 500 pages, l'anatomie du capitalisme à l'époque de la République de Weimar. Il montre — dans la réalité d'une forme à peine voilée — les machinations des Krupp et de leur partenaires en affaires, les entrepreneurs pris dans les filets de la politique, la manipulation de la presse et la manière calculée de s'y prendre avec l'ensemble de leur personnel, le tout sur un

[16] Michael Burawoy (2015, pp.188 et suiv.) le représentant le plus important d'une « sociologie publique » a thématisé de nouveau très récemment ces formes de production d'inégalité, en renvoyant d'une part au pape François (2013, pp.52-75), lequel, marqué par la théologie de la libération, s'adresse à l'exclusion réelle, en formulant de manière acérée : « Les exclus ne sont pas des exploités, mais au contraire des « poussés dehors », du rebut ». Thomas Picketty (2014) parle d'inclusion inégale, laquelle prouve, que la promesse d'inclusion du capitalisme met en œuvre une inclusion inégale. Klaus Dörre (2012) a décrit comment cette dialectique d'exclusion et d'inclusion inégale adopte une forme spécifique par ce qu'il désigne, à l'appui de Rosa Luxembourg, un «accaparement de terre » : pour le préciser, d'un côté une forme de plus en plus élevée d'accumulation de capital avec d'un autre côté une précarisation croissante.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

ton journalistique prédominant de manière épique dans son ampleur. Face aux capitalises, qui ont été représentés par une clique de figures émergeant sans cesse, les employeurs se tiennent pour ainsi dire impuissants à se tirer d'affaire et restent désorientés. Sous des noms d'emprunt, choisis pour la richesse de leur référence, Reger trace le portrait d'entrepreneurs de la région de la Ruhr : Krupp, Thyssen, Stinnes, Klöckner, Flick, Vögler, Kirdof ou Silverberg. Ils sont largement dépeints comme arrogants, orgueilleux, calculateurs, cyniques, égoïstes et avides de profit. Et leurs agissements confirment cette image. Mais ce qui s'avère plus instructif, c'est le comportement des entrepreneurs entre eux. Reger reconstruit un système schizophrène, qui semble, d'une part, basé sur la concurrence, mais d'autre part en même temps, est empreint de compagnonnage et de solidarité orientés sur le profit. On forme des alliances, pour assurer des prix, des sphères d'influence ou des placements de marchés contre la concurrence. Un circuit paradoxal dont la logique n'est pas si aisée à suivre par l'esprit. Une fois l'un devient un concurrent, alors que justement il était encore un allié et inversement. À partir des fondements de la raison entrepreneuriale, l'*Union [de la poigné] de main ferme* met à jour, en effet les grandes contentions, qui existent à partir des charbonnages et des aciéries (ainsi que d'autres consortiums), lorsqu'il s'agit de maintenir en minorité les représentants des personnels ou bien, au moyen de prétendues actes d'utilité publique, de développer un profil social. Cela se produit principalement au moyen d'une manipulation massive de l'opinion publique par la publicité, des publications scientifiques, la propagande ciblée dans les organes les plus divers[17]. Cela étant ce sont exactement ces industriels de la région de la Ruhr, présentés de manière si peu sympathiques dans le roman de Reger, qui ont développé l'amorce d'une association de branche, qui doit tout d'abord frapper, puisqu'une telle forme d'économie ne pouvait nonobstant pas du tout reposer dans leur intention. Pour comprendre cette logique de développement, il faut une approche par étapes du cas des *Aciéries unies S.A.*.

La présentation du cas des aciéries unies[18] saisit au passage les deux légitimités aux lois des deux premiers points précédents. On va d'abord montrer que la crise de l'industrie de l'acier repose pour l'essentiel sur les *increasing returns* ceux-ci reposant à leur tour sur le verrouillage de la branche, laquelle contrefait les issues de secours en usage en matière de gestion d'entreprise. Dans une seconde étape, on va retracer le processus partiel d'association de branche, qui se laisse découvrir dans l'histoire des *Aciéries unies*. Il se peut que cette affirmation (comme exposé plus haut) déclenche tout d'abord l'étonnement. Il est totalement certain que, dans les parcours qui vont être exposés dans ce qui suit, il ne s'agit effectivement pas de création d'une association de branche à partir de motivations idéalistes. De fait, une association pour les entrepreneurs alliés dans les aciéries réunies devait être pour eux un concept parfaitement inconnu. Pourtant les *Aciéries unies S.A.*, fondée par eux, signalent quelques caractéristiques qui méritent d'être éclairées plus précisément.[19] Elles résultent du fait qu'au sein des aciéries unies, la logique de la division/répartition du travail fut partiellement pensée jusqu'au bout. En thèse générale, les aciéries unies passent dans l'histoire de l'économie pour un cartel d'une industrie qui avait dépassé son zénith, sur ce, en 1926 plusieurs compagnies minières de la région de la Ruhr se réunirent aux *Aciéries unies S. A.* Les compagnies fondatrices, parmi lesquelles, entre autres, le group Thyssen, transférèrent alors la grande partie de leurs fonderies et mines de charbon dans la communauté des entreprises. Ils créèrent de ce fait le producteur d'acier allemand le plus grand, qui n'était dépassé, au plan global, que par l'américain *US Steel Corp*. Les fonderies intégrées formaient ainsi le noyau économique du consortium, qui s'étendaient presque sur toute la région de la Ruhr. Pour l'approvisionnement en coke, leurs fonderies disposaient ainsi d'une large base de charbon minéral. Dans le domaine des charbonnages, le consortium possédait pareillement une position dirigeante en Allemagne, pour cette raison. Des carrières de minerai de fer et de calcaire d'un réseau dense de compagnies minières commerciales ainsi que plusieurs participations dans le domaine de la construction des machines et autres usinages, complétaient le portefeuille du consortium.

---

[17] Pour plus de détail à ce propos, voir Niemann (1982, pp.181-221).

[18] La description du cas suit la thèse d'Alfred Reckendrees. Celui-ci traite dans son étude un cas de l'histoire des entreprises qui reçut son importance, bien au-delà du cadre étroit de l'histoire des firmes, à cause du grand poids et du rôle qui mérite qu'on y prête attention qu'il reçut et qu'il devait jouer dans l'économie allemande. On a déjà beaucoup discuté sur les répercutions de la fusion de quatre grandes entreprises dans la région de la Ruhr sur les conditions économiques cadres et l'évolution funeste de l'économie de Weimar. Toutefois, la fondation du consortium des aciéries unies forma aussi une césure dans l'histoire entrepreneuriale allemande. Les aciéries unies doivent-elles être considérées comme un modèle exemplaire de « l'américanisation » de l'entreprise allemande ? Malgré le grand intérêt porté aux aciéries unies, une investigation sur la fondation du consortium était restée il est vrai un souhait jusqu'à présent. Cette lacune, l'étude fondamentale de Reckendrees, l'a désormais comblée, au centre de laquelle se trouve l'évolution de l'entreprise, depuis les négociations fondatrices jusqu'à 1934 et les résultats d'économie de gestion entrepreneuriale de cette grande fusion.

[19] Restent par contre en filigrane les dimensions — naturellement prédominantes dans l'histoire des aciéries unies — dans lesquelles le consortium suivit simplement et seulement la logique des trusts.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Au sujet de l'histoire de la naissance du consortium : En Juillet 1925, à l'invitation de Jakob Haßlacher (*Rheinstahl* [*Acier du Rhin*]) , les 6 directeurs généraux des six plus grands consortiums de l'acier se réunirent à Essen ; outre Haßlacher, prirent part à cette rencontre Fritz Thyssen (*Thyssen AG*), Albert Vögler (*Deutsch-Lux,* c'est à dire, Stinnes, le patron), Walter Fahrenhorst (*Phoenix*), Fritz Springorum (*Hoesch*) et Arthur Klotzbach (pour le directoire de Krupp). Ils voulaient discuter des chances d'union des consortiums de l'acier. On parla tout d'abord d'une forme de coopération — une communauté de gestion entrepreneuriale — qui devait permettre de financer à l'avenir les entreprises qui avaient moins de charge de travail. Ce qui s'infiltrait à l'époque d'une manière reconnaissable dans l'ensemble des branches de l'acier, c'était une image passablement exacte de ce que Schmalenbach avait dégagé dans la problématique des coûts fixes. Pendant la première Guerre mondiale, l'industrie de l'acier sur la base de la production de guerre, avait été florissante comme jamais depuis les années de ses fondateurs, la production s'effondra avec la fin de la première Guerre mondiale. À cause de la session de territoire, presque toutes les aciéries avaient perdu leurs matières premières (Lorraine), et maintes d'entre elles, comme Thyssen ou Stinnes, également la production de fer brut et de produits à demi ferreux. La répartition/division du travail d'avant-guerre entre la Lorraine et la région de la Ruhr s'était à peine laissée rétablir de sorte qu'une nouvelle ré-orientation stratégique devint indispensable pour les entreprises. L'industrie de l'acier remplaça donc ses fournisseurs et commença ainsi à redresser les capacités perdues au niveau de l'avant-guerre. Comme tout d'abord aussi son débouché semblait assuré et que la production indigène de charbon se trouvait aussi à disposition jusqu'à nouvel ordre, les entreprises résolurent d'étendre leurs capacités. Cette tendance se renforça encore dans le sillage de l'inflation de 1923, lorsque la valeur monétaire mena à la chute des coûts salariaux et que les possibilités financières des entreprises croissaient encore de ce fait ; il y eut alors une fuite [des capitaux, *ndt*] vers des valeurs qui échappaient aux fluctuations de la monnaie, avant tout de manière que les entreprises suivirent une stratégie d'intégration verticale et investirent dans les mines. Après l'inflation, l'industrie allemande de l'acier se retrouva dans une situation difficile. Les maigres demandes intérieures ne suffisaient plus, tant s'en faut, pour écouler la croissance de la capacité de production, même seulement à peu de chose près, de sorte que les entreprises durent la déverser sur le marché mondial. Elles s'efforcèrent donc à relever la part des exportations, pour pouvoir écouler complètement leurs capacités de production. De cette manière les coûts à la pièce se réduisirent, malgré les dépenses supérieures pour les frais de transports, les impôts et contributions sociales. Les faiblesses de la demande dans les pays européens voisins firent échec à ce plan. S'y rajoutait aussi que les prix du marché pour l'acier se trouvaient en-dessous des coûts de fabrication des produits allemands, de sorte qu'au lieu d'exporter plus, c'est à présent la vente intérieure qui menaçait de se rompre.

Pour préserver l'industrie indigène d'une concurrence plus grande et assurer son marché, les industriels s'agrippèrent tout d'abord à des solutions — telle que le retour à l'utilisation des instruments du protectionnisme — qui avaient été éprouvées dans l'époque d'avant-guerre : dans les années 1924 et 1925 des protections douanières furent censées entraver l'importation et stabiliser le niveau indigène des prix. Des accords commerciaux bilatéraux devaient en outre ouvrir l'accès aux marchés internationaux. Comme solution interne, les entrepreneurs eurent recours en même temps à un instrument qui, déjà avant-guerre, s'était offert en protection contre la concurrence : la cartellisation. Par une fixation de quotas de production pour les entreprises individuelles, on était censé arrêter la concurrence intérieure des prix et assurer de nouveau une rentabilité suffisante. Sous la responsabilité d'Auguste Thyssen, on développa de nouveau dans les années 1924/25, un cartel de quantités, ensuite un cartel des prix qui devaient limiter la « concurrence sauvage » et la « situation des prix apportant des pertes ». La fédération des aciéries fondée pour cet objectif, put effectivement, en 1925, presque comprendre l'ensemble de la production intérieure d'acier, de sorte qu'elle décidait de la fixation des prix pour plus des deux-tiers de la production intérieure. Entre temps, la réussite de la cartellisation, pour toute une série de raisons, s'avéra très mince. La cartellisation menait certes à une stabilisation des prix, mais ceux-ci pouvaient nonobstant de plus en plus rarement être imposés sur le marché, puisque les entreprises, à cause de la concurrence du marché mondial, ne furent plus en mesure d'imposer aucune augmentation des prix. Ainsi les entreprises constatèrent que les recettes des aciéries individuelles restèrent nettement derrière les prix convenus dans le cartel. Mais avant tout, la cartellisation ne signifiait aucune augmentation des débouchés et donc ne garantissait pas un meilleur écoulement des exercices ; les aciéries ne produisaient plus dans le domaine de limite des coûts possibles à cause d'un écoulement trop faible. Les solutions traditionnelles s'étaient avérées d'aucune portée, les entreprises étaient retombées dans le piège des coûts fixes.

La solution de la mise en branche de l'ensemble : Cela amena les entreprises à reprendre une idée d'Albert Vögler, que celui-ci avait formulé immédiatement après la guerre. Vögler misait, en particulier par les ***économies of scale***, sur une production plus efficiente sur une plus grande échelle, par la réunion des quantités. Il promettait ces économies d'échelle aussi sur les laminoirs, étant donné que de moindres coûts d'équipement étaient engendrés en conséquence des temps d'arrêts moins fréquents. Pour le succès de ces mesures, il fut nécessaire de mettre à l'arrêt les exploitations non rentables. Ces mises à l'arrêt et le cas échéant aussi des exten-

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

sions de capacité nécessaires devaient être décidées ensemble, au sein d'une communauté d'intérêts (*Interessengemeinschaft*) avec la planification d'autres lieux d'implantations aux coûts les plus favorables, pour rogner les croissances sauvages de capacité.

De plus on se mit à réfléchir pour regrouper les entreprises voisines afin de réaliser des investissements moindres sur les infrastructures en permettant des entrepôts de stockage communs, ce par quoi avec cela on réduisait donc la constitution de capital. Vögler pensait en outre à la concentration des structures d'achats et de ventes et à la possibilité de former des départements de recherches coordonnés pour éviter l'inefficacité des structures doublonnées dans le domaine de la recherche.

À l'occasion, Vögler ne considérait pas l'interruption de la concurrence — l'objectif de la cartellisation — pour la solution du problème, mais comme beaucoup plus sensée, au contraire, la mise en ordre de celui-ci au sein de l'***IG*** (C. I. :la communauté d'intérêts). Il partait de la concurrence intérieure caustique de l'avant-guerre, qu'il voyait comme la cause originelle du fait que la concurrence du marché mondial n'avait pas été aussi dangereuse, à cette époque-là, pour la production d'acier intérieure, que celle qui pouvait survenir présentement dans l'après-guerre. En sus, s'ajoutait le fait que Vögler ne voulait pas d'un projet compris comme purement économique, mais bien au contraire même, comme un concept social et politique, prévoyant une collaboration participative des ouvriers (quand bien même certes pas en matière de gain).

L'écho des propositions de Vögler adopta tout d'abord une tournure diverse. August Thyssen était d'accord sur l'idée pour l'essentiel, le chef de Vögler, Hugo Stinnes (*Deutsch-Lux*) et Jacok Haßlacher (*Rheinstahl*) misaient sur une libre concurrence, Peter Klöckner et Wilhelm Blankenburg (*Phoenix*), voyaient dans la réanimation des cartels la solution au problème. Après que, dans les années 1924/25, la situation se fut pourtant aggravée, on fut prêts à revenir à l'idée de Vögler. Quand bien même celui-ci n'agît point comme un modérateur dans les négociations sur la fusion, mais au contraire beaucoup plus comme une « éminence grise », son rôle ne fut pourtant pas à sous-estimer. Il fut le ressort essentiel de la fondation des aciéries unies. Il fut bien en mesure aussi assumer ce rôle parce que la position défendue par Hugo Stinnes, après la mort de celui-ci, resta pour ainsi dire « orpheline » et Vögler ne fut donc pas obligé de prendre en compte, en premier lieu, les seuls intérêts de pouvoir de Stinnes, mais put se concentrer plus « librement » sur le caractère sensé du projet d'ensemble.[20] Vögler adopta donc le rôle de juge arbitral informel et récapitula les résultats des négociations de la manière suivante :

« La structure de l'industrie du fer et de l'acier est responsable de la mauvaise situation du revenu. Tous les consortiums produisent, à quelques rares différences près, les mêmes produits, la palette de production est bien trop vaste pour tous. […] Premièrement, il faut mettre en accord la production avec l'écoulement des produits, pour améliorer le caractère économique de la branche. Deuxièmement, des procédures rationnelles de fabrication sont urgentes. Et troisièmement, au moyen de regroupement d'entreprises avec la même production le capital de fonds doit être réduit » (cité d'après Reckendrees 2000, p.169). Vögler avertit que si tous les acteurs de ce projet n'étaient pas convaincus de cela, il n'y eût aucun sens à vouloir poursuivre d'autres négociations. Là-dessus, il développa un plan de l'aspect que prendrait l'organisation de la rationalisation. Il accordait une valeur à ce que toute activité fût doublée, de sorte qu'une concurrence de qualité fût garantie à l'intérieur des aciéries unies. :

- *Union und Hoerder Verein* devaient se charger de poursuivre la fabrication intérieure des demi-produits, profilés, tôles fortes, fer en barres, production de boulons et rivets, ainsi que les outils de construction.

- *Krupp* et *Bochumer Verein* auraient à se charger de la production de qualité de tous les domaines du fer et de l'acier, ainsi que de leurs mises en œuvre par les presses et les forges ainsi que les mises en forme du fer et de l'acier par la fonderie et le moulage.

- *Rhein-Werke, Thyssen* et *Krupp-Rheinhausen* devaient produire les matériaux du chemin-de fer et des semi-produits pour l'étranger ainsi que les fils, câbles, torons.

[20] Il est hors de doute que l'histoire des *Aciéries unies* se vit sans cesse interférée par des intérêts de pouvoir et de capital d'acteurs individuels (Reckendrees 2000).

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Avec cette proposition Vögler réalisa une percée dans les négociations — quand bien même *Hoesch* et la *Krupp A.G.* prirent très rapidement congés du processus. Ses idées sur le projet et ses propositions se distinguent à cette époque avant tout du fait qu'elles étaient développées à partir de la perspective d'ensemble de la branche et non pas à partir d'une économie d'entreprise individualisée. Vögel n'opposait donc pas de résistance à l'exigence de souhaits particuliers de ses partenaires de négociations de la part de la *Deutschen-Lux*, mais s'efforçait au contraire d'en dégager les avantages communautaires. Sa vaste indépendance des actionnaires ou des propriétaires, représentait une condition nécessaire à l'acceptation de ce rôle. Il fut en mesure de préserver cette indépendance aussi dans les premières années, comme premier président du *Vorstand* des *Aciéries unies* — et de poursuivre ainsi un intérêt d'ensemble de branche.

Si l'on tente d'isoler les facteurs de réussite, qui menèrent à ce que les *Aciéries unies* résistèrent avec succès à leur assainissement, sans être endommagées par la crise de l'économie mondiale, il pourrait être décisif qu'au sein des aciéries unies, un centre de pouvoir, pour préciser le *Vorstand*, existât qui prenait des décisions selon des points de vue supra-ordonnés et pouvait cependant servir de médiateur aux actionnaires, en leur expliquant que leurs intérêts seraient pris en compte dans le *Vorstand* de l'entreprise. La restructuration interne, en particulier, suivit l'idée d'un *managerial interprise* [encadrement d'entreprise, *ndt*] : ainsi par la concentration de la production des mêmes produits, fut créé un meilleur écoulement de ceux-ci. En même temps l'entreprise arrêta les fabriques moins productives. Sur la base du développement conjoncturel intéressant de 1926, elle parvint à le réaliser avec peu de licenciements. Au plan organisationnel, Vögler poursuivit le but visé, sur les domaines régionaux et spécialisés, d'un regroupement de plusieurs entreprises autonomes pour atteindre des groupes, plus grands, unitairement gérés et introduire avec cela une centralisation multipolaire décentralisée des entreprises. L'administration principale réclamait pour elle la compétence de décision dans les domaines des finances, du système juridique interne et externe, achat et recherche. Toutes les autres fonctions étaient déléguées aux groupes se gérant eux-mêmes. Au sein des groupes avaient lieu les fonctions de surveillance et de coordination se rapportant à la production ainsi que la comparaison technique et économique des fabriques rassemblées en eux.

À la question du caractère économique des aciéries unies, dans le laps de temps relativement bref allant jusqu'au milieu des années 1930, il n'est pas aisé de répondre, à cause de la situation économique turbulente de l'époque et une réponse n'est possible qu'en comparaison d'autres consortiums d'aciéries concurrents. Il revint à un plus grand potentiel de rationalisation une importance considérable pour expliquer le succès de l'entrepreneuriat qui résulta ainsi à partir d'une fusion des vastes branches. Selon le principe des *économies of scale*, le programme des productions des entreprises participantes put être réorganisé de neuf et les implantations des aciéries modernisées, de sorte que la productivité fut rehaussée tandis que les coûts à la pièce furent baissées. Les mesures de rationalisation rapportées à la production ne se firent valoir en se limitant à la base du développement de la technique de production. Enfin L'évaluation de Reckendees a aussi l'intérêt de montrer que « le trust d'acier ne fut pas seulement un projet de rationalisation, mais plus encore et dans la même mesure un projet d'assainissement » (Voir Reckendrees, 2000, p.589) — un but, qui mena à un net surmenage de l'entreprise et ne fut atteint que sous les conditions de l'économie fasciste de Sohn-Rethel dans les années 1933 à 1936.

4. Bilan

Il va de soit que les *Aciéries unies* ne sont pas une association de branche au sens de ce qui a été exposé plus haut — pour cela de trop nombreux cas de situations de fait d'exclusions sont à caractériser. Ainsi les aciéries unies se sont certes comportées pour ainsi dire de manière associative dans leur logique de branche rondement pour la mise en valeur de leurs implantations de production — cela ne vaut pas entre temps à l'inclusion des ouvriers dans les décisions. La participation des ouvriers à l'entreprise, encore prévue dans le mémorandum de Vögler, ne fut pas mise en œuvre, ainsi donc ce fut plutôt un hasard si les adaptations et la réorganisation restassent sans trop de lourdes répercussions pour les personnels. Il se révèle aussi que le refus de mise en socialisation [*Vergeselleschaftung*] par *Hoesch* et *Krupp* limitait d'avance l'efficacité du projet. Ces deux entreprises ne pouvaient pas se passer de la logique de gestion économique individuelle et espéraient pouvoir profiter du règlement de capacité des aciéries unies, en pensant se délester de leurs surplus de capacités sur les entreprises réunies. Quand bien même ceci ne se produisît point en réalité, il se révèle pourtant combien les concepts associatifs sont régulièrement fragiles, pour le moins au commencement du processus, comme ils peuvent être aussi simplement défectifs. Il devient clair aussi que la disposition à renoncer à cette évolution, qui, au sens de Türk, peut être comprise comme l'organisation, et donc qui a pour but d'agir à la charge d'un tiers, mûrit seulement ensuite lorsque les conditions contingentes (conditions d'environnement) ont pour ainsi dire barré ce pas de développement. Et même ensuite les acteurs tentent sans cesse de reprendre ce réflexe pour ainsi dire.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Ce cas d'exemple prouve pourtant combien la logique du fait concret conserve une tendance associative, lorsqu'elle n'est pas entravée par des situations d'intérêts d'entreprise individuelle. L'action d'Albert Vögler n'est pas celle d'un acteur conscient de sa conviction missionnaire, mais celle au contraire d'un logicien des faits qui étudient les rapports et tente de développer une solution à partir de ceux-ci. Que la solution économiquement sensée soit possible — et aussi ou précisément alors qu'aucun débordement normatif pour des formes alternatives de coordination ne sont à enregistrer ; lorsque la logique économique est seulement et simplement prise en compte — cela devrait donner l'occasion de réfléchir sérieusement au recours aux associations comme une solution nécessaire — pour le cas des coûts limites baissant. Cette forme de coordination alternative reçoit carrément de l'importance à la lumière de la nouvelle crise mondiale de l'acier qui se dessine, si l'on ne veut pas de nouveau tomber dans le cartel comme une issue de secours.[21] — l'élément causal de cette nouvelle crise de l'acier n'est pas en premier lieu les taux de CO**2**, mais de nouveau les surcapacités de production, suite à l'effondrement des coûts limites. Selon l'OCDE on part de capacités de production, dont un bon tiers ne sont pas écoulées (Sekiguchi 2015). Ce sous-écoulement s'aggravera encore alors que de l'acier est mis sur le marché mondial par la Chine à des prix très favorables. La situation de 1928 semble se répéter dans les grandes lignes ; la question d'Adorno mentionnée au début a déjà reçu une réponse anticipée dans cet essai ; toutefois c'est la connaissance de l'héroïne du roman de Peter Høeg (1994, p.355) qui vaut, laquelle sait : « la lourdeur c'est ce qui est nouveau. »

***Sozialimpulse* 4**/2016.

(Traduction DanielKmiecik)

André Bleicher est né en 1963 ; formation comme électromécanicien, études des théories de gestion d'entreprise et de sociologie, co-fondateur de l'*Institut Lorenz Oken*, Herrisschried, et de l'*Institut pour les questions sociale du présent*, Stuttgart dont il est membre du *Vorstand* depuis 2015. Activité de développeur en organisation et coopération dans les réseaux de petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique au BTU Cottbus et de l'université de Leipzig. Professeur invité pour l'institutionnalisme comparatif de l'université Lumière II de Lyon, Professeur pour le développement et l'économie des affaires de la FH Salzbourg, depuis 2012 à l'université Biberach, Domaine d'enseignement : Direction d'entreprise et organisation.

Références :

Adorno, Thordor W. (1976) :*Veblens Angriff auf du Kultur [L'attentat de Veblens sur la culture]* dans: Adorno, Th. W., Prismen: *Kulturkritik und Gesellschaft*. Francfort-sur-le-Main.

Benjamin, Walter (1980) : *Ein Außenseiter macht sich bemerkbar. Zu S. Kracauer, „Dir Angestellten" [un aspect extérieur se fait remarquer. Au sujet de « Les employés » de S. Kracauer]* dans : Recueils d'écrits, vol.**III** Francfort-sur-le-Main, pp.219-225.

Burawoy, Michael (2015) : *Public Sociology. Öffentliche Soziologie gegen Marktfundamentalismus und globale Ungleichheit [Sociologie publique contre fondamentalisme de marché et inégalité globale]* édité par Aulenbacher, Brigitte, Dörre, Klaus. Weinheim und Bâle.

Dörre, Klaus (2012) : *Finance Capitalism, Landnahme and Discriminating Precariousness. Relevance for a New Social Critique [Capitalisme financier, prise de terrain et précarité discriminatoire. Importance pour une nouvelle critique sociale]*, dans ***Social Change Review***, **10**, n°2, pp.125-151.

François (2013) : *Apostolisches Schreiben : Evangelii Gaudicum. Über die Verkündigung des Evangeliums in der Welt von Heute [Sure la proclamation de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui]* Rome: Vatican.va

Gierke, Otto von (1954) [1868]/ *Das deutsche Genossenschaftsrecht [Le droit coopératif allemand]*, vol. 1, Darmstadt.

Gierke, Otto von (1954) [1868]/ *Das deutsche Genossenschaftsrecht [Le droit coopératif allemand]*, vol. 2, Darmstadt.

[21] Florian Josef Hoffmann (2016) postule la renaissance du cartel dans une contribution aux débats dans ***The Europaen***.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik – www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Hicks, John R. (1946) : *Value and Capital. An Inquiry into some fundamental principles of economic Theory [Valeur & capital. Une investigation dans quelques principes fondamentaux de la théorie économique].* Oxford.

Hilferding, Rudolf (1973) : *Organisierter Kapitalismus [Un capitalisme organisé]* Sans indication de lieu de publication.

Hoffmann, Florian Josef (2016) : *Vorwärts, Kameraden; wir müssen zurück! [En avant, camarades, nous devons reculer!]* dans : ***The European***, le magazine du débat. http://www.theeuropean.de/florian-josef-hoffmann/10886-wider-die-unsinnigen-kartellverbote-in-europa [appel du 13.11.1963.]

Hundt, Sönke (1977) : *Zur Theoriegeschichte der Bewirtschafgtslehre [Au sujet de l'histoire de la théorie de la gestion d'entreprise]*, Cologne.

Hundt, Sönke (1983) : *Stahflindustrie und fixe Costen [Industrie de l'acier et coûts fixes]*, dans **Hundt, S.** : Contributions à la critique d'une théorie de gestion économique, Brême.

Köster Roman (2009) : *Die Schmalenbachkontroverse während der Weltwirtschaftskrise [La controverse de Schmalenbach pendant la crise économique mondiale]* dans: ***Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte***, pp.229-245.

Lichtblau, Klaus (2000) : *„Vergemeinschaftung" und „Vergesellschaftung" bei Max Weber. Eine rekonstruktion seines Sprachgebrauchs [„Mise en communauté" & „mise en socialisation" chez Max Weber. Une reconstruction de son usage dans le langage]*, dans ***Zeitschrift Für Soziologie*** Jg. 29, n°6, pp.443-443.

Müller, Friedrich (1965) : *Korporation und Association. Eine Problemgeschichte der Vereinnigungsfreiheit im deutschen Vormärz [Corporation & Association. Une histoire du problème de al liberté de réunion dans la période allemande précédent la Révolution allemande de 1848 (1818-1848)]*. Berlin.

Niemann, Hans-Werner (1982) : *Das Bild des Industriellen Unternehmens in Deutschen Romanen der Jahre 1890-1945 [L'image de l'entrepreneur industriel dans les romans allemands 1890-1945]*, Berlin.

Ortmann Günther (2003) : *Organisation als Welterschließung. Dekonstruktionen [L'organisation comme ouverture au monde. Déconstructions}*, Opladen.

Ortmann Günther (2015) : *Noch nicht / Nicht mehr. Wir Vistuosen des versäumten Augenblicks [Pas encore / Ni plus? Nous, virtuose de l'instant raté]i, Weilerswist*

Piketty Thomas (2014) : *Capital in the Twenty-First Century [Le Capital au 21ème siècle]*, Cambridge, MA.

Polanyi, Karl (2002) [1928] : *Schmalenbach und Liberalismus.* Dans: *Polanyi Karl, Chronik der Großen Transformation, Artikel und Aufsätze (1920-1945),* Vol. 1: *Wirtschaftliche Transformation, Gegenbewegungen und der Kampf um di Demokratie. [Transformation économique, contre-mouvements et lutte autour de la démocratie]*. Édité par Michele Cangiani et Claus Thomas- berger, Marbourg, pp.104-107.

Reger Eric (1976) : *Union der festen Hand. Roman einer Entwicklung [Union de la [poignée de,* ndt*} main. Roman d'un développement]*, Kronberg/Ts.

Reckendrees, Alfred (2000) : *Das Stahltrust Projekt. Die Gründung der vereinigte Stahlwerke A.G. und ihre Unternehmensentwicklung 1926-1933/34 [le projet du trust de l'acier. La fondation des Aciéries unies S.A. et leur développement d'entreprise 1926-1933/34]* Munich.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik − www.triarticulation.fr/AtelierTrad

Schmalenbach, Eugen (1928) : *Die Betriebwirtschaftslehre an der Schwelle der neuen Wirtschaftsverfassung [La doctrine d'économie d'entreprise au seuil de la nouvelle conception économique],* dans : ***Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung***, **22**,n°V, pp.241-251.

Schmalenbach, Eugen (1933) : *Dynamische Bilanz*, Brême.

Schmalenbach, Eugen (1934) : *Selnstkostenrechnung und Preispolitik [Comptabilité des coûts propres et politique du prix]* 6ème édition, Leipzig.

Schumpeter, Josef A. (1954) : *Historuy of Economic Analysis. New York.*

Sekiguchi, Naoki (2015) : *Steel Market Developments. OECD*, Paris

Sohn-Rethel, Alfred (1973): *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Fascismus. Aufzeichnungen und Analysen. [Économie et structire de classes du fascisme allemand. Caractéristiques et analyse]* édité et préfacé par Johannes Agnoli, Bernhard Blanke et Niels Kadritzke. Francfort-sur-le-Main.

En cas de citation, merci d´indiquer la source : Les traductions de Daniel Kmiecik − www.triarticulation.fr/AtelierTrad